

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/IDN/10

G/SCM/Q1/IDN/10

13 octobre 1997

(97-4424)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses de l'INDONESIE¹ aux questions de la TURQUIE²

La Mission permanente de l'Indonésie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 octobre 1997.

Question

Les autorités indonésiennes compétentes pourraient-elles donner un aperçu de la procédure et de la chronologie des phases ci-après d'une enquête antidumping?

- **Demande**
- **Ouverture de l'enquête**
- **Détermination préliminaire**
- **Audition(s)**
- **Communication(s) écrite(s) des parties**
- **Divulgence des faits essentiels**
- **Déterminations finales**
- **Avis au public des déterminations**

Réponse

Demande

La branche de production nationale fait parvenir une demande d'ouverture d'enquête au KADI. Cette demande est acceptée à la condition qu'il existe une présomption suffisante de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre ces deux facteurs, et que les réclamations soient étayées par des éléments de preuve pertinents.

¹G/ADP/N/1/IDN/2-G/SCM/N/1/IDN/2.

²G/ADP/Q1/IDN/9-G/SCM/Q1/IDN/9.

Le requérant doit remplir une demande dans laquelle apparaîtront les renseignements sur la base desquels les allégations sont faites. Il devra entre autres fournir des éléments de preuve à l'appui de ses allégations concernant l'existence d'un dumping et d'un dommage, les noms des exportateurs connus, les niveaux d'importation et la pénétration du marché, et des données de base sur la branche de production, telles que la production, l'utilisation de la capacité, le niveau des stocks et de la consommation, l'évolution des prix, la sous-cotation, etc.

On veille particulièrement à ce que le requérant soit représentatif de la branche de production nationale. Tous les producteurs des produits visés sont contactés et doivent indiquer s'ils sont favorables à l'ouverture d'une procédure ou s'y opposent et si le requérant dispose d'un soutien suffisant de la branche de production nationale.

Une fois la demande examinée par une équipe opérationnelle du KADI, celui-ci décide s'il y a lieu d'engager une procédure sur la base de la recommandation de l'équipe, et le requérant est informé de cette décision.

Aucun délai n'est fixé pour l'acceptation des demandes car le temps passé à évaluer les allégations et à en déterminer le bien fondé varie. Le KADI prend le temps nécessaire pour s'assurer que les demandes sont fondées.

Ouverture de l'enquête

Lorsqu'il a été décidé qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure, les autorités exportatrices concernées en sont informées, généralement une quinzaine de jours avant la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête.

L'avis d'ouverture de l'enquête est publié dans le journal.

Toutes les parties intéressées indiquées dans la requête reçoivent des copies de la version non confidentielle de celle-ci, un questionnaire et une copie de l'avis d'ouverture de l'enquête. Les mêmes documents sont également envoyés aux représentants des pays exportateurs concernés.

Détermination préliminaire

Les allégations de l'existence d'un dumping et d'un dommage sont examinées simultanément. Tous les faits exposés par les parties intéressées sont pris en compte, et les constatations sont présentées au KADI accompagnées de recommandations en vue d'une détermination préliminaire. Le KADI prend une décision.

Si la détermination préliminaire recommande l'imposition de droits provisoires, ceux-ci ne pourront être imposés que 60 jours après l'ouverture de la procédure. Toutefois, il n'est pas fixé de délai pour l'établissement d'une détermination préliminaire.

Audition(s)

Tout au long de l'enquête, toutes les parties intéressées ont la possibilité de demander une audition avec les parties adverses. Le KADI offre également la possibilité d'organiser des auditions à la suite de l'ouverture de l'enquête et de la détermination préliminaire, sous réserve que la demande en soit faite dans les délais fixés. Les parties intéressées peuvent également, si cela est justifié, demander à rencontrer les représentants du KADI pour débattre des questions spécifiques qui peuvent se poser au cours de la procédure.

Communication(s) écrite(s) des parties

Une communication écrite doit être déposée auprès du KADI par les parties intéressées.

Toutes les parties intéressées disposent d'au moins 37 jours pour présenter leur communication écrite, remplir le questionnaire selon qu'il sera approprié, etc. Les parties qui ont fait part de leur intérêt pendant cette période et dont il est considéré qu'elles coopèrent pleinement peuvent présenter des communications additionnelles à tout moment au cours de la procédure qui suivra. Les parties qui n'ont pas répondu dans les 37 jours, ou dont la réponse n'est pas complète, peuvent présenter des renseignements complémentaires, mais le KADI se réserve le droit de décider si ces renseignements peuvent être pris en compte aux fins de l'enquête.

Divulgaration des faits essentiels

Avant la publication finale de la détermination définitive, les faits essentiels examinés sur lesquels se fonde la décision d'appliquer ou non des mesures définitives sont divulgués à toutes les parties intéressées. Bien qu'aucun délai ne soit fixé, cette divulgation intervient suffisamment tôt pour permettre aux exportateurs de défendre leurs intérêts.

Déterminations finales

Une fois que l'équipe opérationnelle a pris en compte les éléments de preuve vérifiés et les communications des parties intéressées, et qu'il a été fait droit aux demandes d'audition, une détermination finale est élaborée pour présentation au Comité.

La détermination finale est normalement faite dans un délai de quatre mois à compter de l'imposition des droits antidumping provisoires, à moins qu'une majorité d'exportateurs n'ait présenté une demande de prorogation des mesures provisoires et sous réserve que cette prorogation ne dépasse pas les délais légaux fixés.

Avis au public des déterminations

L'avis d'ouverture de l'enquête et les déterminations préliminaires et finales sont publiés au Journal officiel. Des copies sont envoyées à toutes les parties intéressées connues ainsi qu'aux autorités dont relèvent les exportateurs concernés.

Aucun délai n'est fixé pour ces avis au public. Toutefois, les déterminations préliminaires prévoyant l'imposition de droits seront faites 60 jours au plus tôt à compter de l'avis d'ouverture de l'enquête. Les déterminations finales seront faites dans un délai de 12 mois qui peut être porté à 18 mois dans des circonstances exceptionnelles.